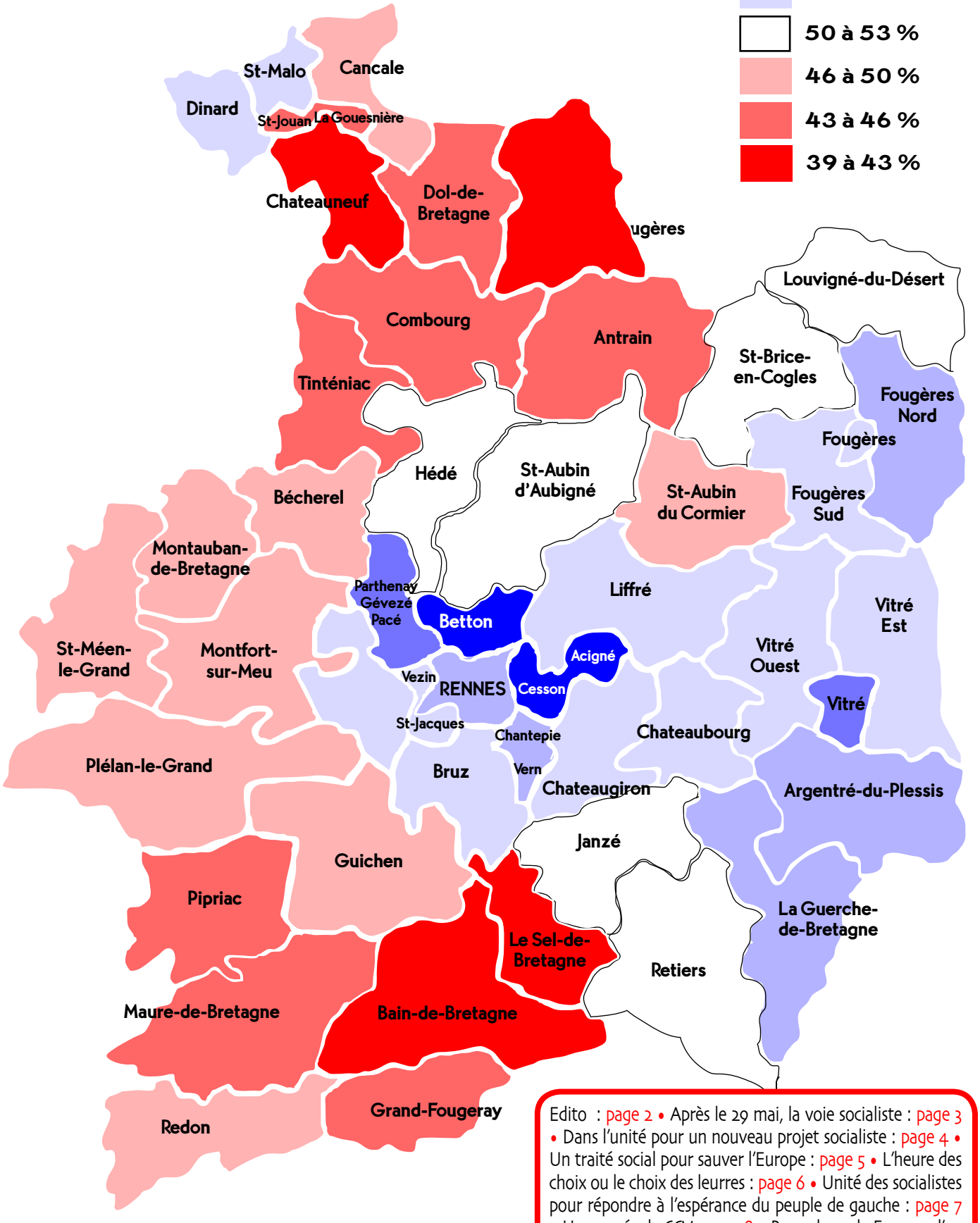
l'unité 35

Journal de la Fédération du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine

ISSN : 0760 - 5404

N° 172 - JUIN-JUILLET 2005 - 0,76 EURO



Edito : page 2 • Après le 29 mai, la voie socialiste : page 3 • Dans l'unité pour un nouveau projet socialiste : page 4 • Un traité social pour sauver l'Europe : page 5 • L'heure des choix ou le choix des leurres : page 6 • Unité des socialistes pour répondre à l'espérance du peuple de gauche : page 7 • Une année de CCV : page 8 • Regards sur la France «d'en bas» : page 9 • Les résultats du 29 mai en 35: page 10 •

EDITO

S'opposer et proposer : incarner l'alternative pour l'alternance de 2007.

La fin du régime chiraquien et la dérive populiste du président de l'UMP nous commandent d'être prêts le plus vite possible pour l'alternative. La droite, consciente de son échec politique, économique et social, et du rejet que suscitent les solutions libérales, est tentée de répondre aux besoins de protection et à la montée des peurs par le recours aux discours démagogiques et à la surenchère sécuritaire. Il nous appartient donc de donner des réponses à la mesure de la gravité de la situation du pays.

C'est le sens du débat que nous voulons ouvrir. Un changement est espéré par les Français.

Le changement est demandé sur l'emploi, le pouvoir d'achat, la lutte contre les inégalités sociales et territoriales, mais aussi sur la vie en société. La démocratie comme la préparation de l'avenir sont les conditions de la réussite.

Le débat que nous engageons entre nous doit être entièrement tourné vers les Français. Nous avons à répondre clairement et franchement aux questions qui nous sont posées :

- **Comment maîtriser la mondialisation** ? Nous sommes dans une économie ouverte. Nous combattons le libéralisme. Nous acceptons le marché, mais nous voulons le dominer, le maîtriser, l'organiser et le dépasser par des politiques de long terme.
- **Comment changer la donne démocratique ?** Le régime de la Ve République s'épuise dans la concentration des pouvoirs, l'abaissement du Parlement et l'irresponsabilité présidentielle. Le changement institutionnel est devenu désormais le préalable à toute action transformatrice.
- **Comment valoriser le travail ?** Le libéralisme en fait une marchandise et cherche à en abaisser le coût. Nous devons donc faire de l'emploi, de la qualité du travail et du pouvoir d'achat une priorité dans le cadre d'une politique de croissance et de développement durable. Retrouver les instruments d'une véritable politique des revenus et réformer notre fiscalité et nos prélèvements sociaux dans un sens favorable au travail.
- **Comment faire prévaloir l'égalité ?** L'écart des revenus et du patrimoine s'est élargi tandis que, dans le même temps, la ségrégation territoriale et les disparités en matière d'accès au savoir, à la culture, à la santé et à un environnement préservé se sont aggravées. Les inégalités entre les femmes et les hommes demeurent à un niveau intolérable dans notre pays. Dès lors, parallèlement à une politique de redistribution, il faut agir sur les sources mêmes des inégalités et des discriminations ? Notamment en matière de logement, d'éducation, des questions de services publics.
- **Comment redonner toute sa force à la citoyenneté ?** La société de marché individualise, consumérise et communautarise. Le socialisme doit poursuivre le combat républicain. L'émancipation personnelle, le combat contre toutes les discriminations, le droit à la sécurité, la laïcité concourent à la même exigence : la dignité de chacun et l'égalité de toutes et de tous.
- **Comment relancer l'espérance européenne ?** Elle est aujourd'hui enlisée. Et l'Europe des marchés ne peut se substituer pour longtemps à l'Europe politique.
- **Comment donner forme à la préservation de l'environnement, condition du développement durable ?** Les excès de la mondialisation épuisent les ressources naturelles, déséquilibrent l'écosystème, fragilisent les territoires.

Par
Frédéric BOURCIER
Premier Secrétaire Fédéral

Pour répondre à ces questions, il nous faut garder notre capacité de débat collectif, de rassemblement. C'est notre responsabilité militante : collective comme individuelle. Je compte sur vous !

AGENDA

Fête de la Rose

Dimanche 25 septembre
Parc des Gayeulles de Rennes

Après le 29 mai la voie socialiste

Le peuple français a rejeté le traité constitutionnel européen. Notre Parti avait fait un autre choix, au lendemain d'une consultation démocratique de ses adhérents. Certains s'en sont affranchis provoquant confusion et division. Ces manquements constituent un précédent grave qui ne doit plus se reproduire. Il reste que le peuple souverain a tranché. La décision s'impose. Elle provoque une onde de choc majeure en Europe. Notre responsabilité collective est d'y répondre, car le fameux plan B s'est évaporé aussi rapidement qu'il avait été annoncé. Tous ensemble, partisans ou adversaires du traité constitutionnel, nous devons chercher, avec nos amis socialistes européens, un débouché pour remettre l'Europe en mouvement et lui redonner une perspective.

Notre second devoir est de comprendre les raisons du vote du 29 mai. Il s'inscrit dans un long mouvement de défiance à l'égard de l'Europe, de contestation des politiques libérales, d'exaspération face à la persistance du chômage de masse et de peur face à la mondialisation.

Mais, plus qu'à d'autres moments, la volonté de sanctionner le pouvoir a été déterminante. Notre pays connaît en effet une crise économique, sociale, politique, une vraie crise de régime. Le Non français exprime un rejet de la politique menée depuis 2002, laquelle frappe durement les couches populaires et les classes moyennes, et un désaveu à l'égard de Jacques Chirac resté sourd à la protestation sociale et au verdict des urnes.

Il reste que le Non revêt incontestablement une dimension européenne. Il a amalgamé des électorats très divers : des souverainistes comme des ultras libéraux, voire des xénophobes, mais aussi une large part de l'électorat populaire de la gauche qui a exprimé sincèrement sa déception à l'égard d'une Europe insuffisamment protectrice et son espoir d'une réorientation plus sociale.

Le traité qui apportait paradoxalement des réponses a payé pour les insuffisances de la construction européenne.

Enfin, le vote du 29 mai confirme l'ampleur du malaise que traverse notre pays face à la persistance des problèmes essentiels qu'il rencontre : chômage de masse, précarité, faiblesse du pouvoir d'achat, inégalités, montée des peurs. Comme l'abstention massive ou le vote protestataire lors de précédentes consultations, ce scrutin est un indice supplémentaire de la crise de la représentation politique. En ce sens, il nous crée une responsabilité particulière : être capable de relever ce défi démocratique et d'obtenir des résultats dans la durée.

Nous devons réussir notre Congrès. Une course de vitesse est en effet engagée entre le populisme et le socialisme. Entre les dérives arbitraires et l'exigence démocratique. Entre les politiques libérales et la volonté publique. Notre Congrès sera réussi si nous parvenons à donner confiance dans la politique, dans le progrès, dans l'avenir. Et donc si nous apportons une réponse claire en termes de projet, de comportement politique et de rassemblement de la gauche.

Notre Congrès se situera à dix-huit mois des échéances de 2007. C'est en partie-là que se décidera l'alternative. Celle-ci doit être fondée sur la volonté et la vérité. **C'est la voie socialiste.**

Frédéric BOURCIER,
Premier Secrétaire Fédéral
et
Gaëlle ANDRO,
Emmanuel COUET,
Alain YVERGNIAUX,
Rozenn GEFFROY,
Membres du Bureau Fédéral

TRIBUNE

Dans l'unité pour un nouveau projet socialiste

Partisans du oui ou du non, nous aurions les uns et les autres de multiples raisons de nous être sentis blessés lors des derniers mois, mais le temps n'est pas aux ressentiments. Les électeurs ont tranché, il convient désormais d'avancer en écoutant le message qu'ils ont délivré.

Comme socialistes, il convient d'abord que nous analysions la séquence électorale 2002, 2004, 2005.

En 2002, notre candidat a été exclu du second tour, terrible échec. Une partie de notre électorat n'a pas adhéré à un projet jugé peu mobilisateur et ne répondant pas aux aspirations populaires. Elle n'a pas suivi un candidat qui, dans l'affaire Michelin, semblait avoir théorisé et avalisé l'impuissance de l'Etat, donc de la politique et qui avait annoncé tout de go que son programme n'était pas socialiste.

En 2004, les électeurs nous ont fait confiance en mars et en juin. Souvenons-nous de nos slogans : « Cap à gauche ! » pour la Région et « La solidarité au cœur du développement » pour le département ; pour les européennes, nous proclamions « Et maintenant, l'Europe sociale ».

En 2005, les Français et tout spécialement nos électeurs ont refusé de suivre la ligne officielle de notre parti jugée trop peu distincte de la position adoptée par la droite. Ils l'ont estimée en contradiction avec notre campagne de 2004. Ils ont refusé un projet d'Europe promouvant un modèle de société libéral qu'ils refusent en France.

Ecouter les préoccupations de son électorat, prendre en compte ses aspirations, ce n'est pas être populiste, c'est le seul moyen de contrer le populisme annoncé de la campagne de Sarkozy.

Quel est le sens du vote exprimé par les électeurs le 29 mai dernier ? Assurément, c'est un vote de classe, le plus puissant sans doute depuis 1981.

On doit y lire une volonté de voir entrer dans les faits le modèle social français fondé sur la solidarité, la protection sociale et économique, associées à une promotion républicaine qui devienne réelle et non plus déclamatoire.

Comment pourrions-nous ne pas entendre ce message ?

Un Congrès est annoncé. Ce n'est peut-être pas une réponse pertinente mais les choses sont lancées.

Les Français attendent des socialistes qu'ils se réunissent pour proposer un projet de gauche, ambitieux et réaliste, qui nous donne les moyens du rassemblement et donc de la victoire.

Tous ensemble, travaillons à préparer cette victoire qui, seule, peut fédérer la gauche du XXI[e] siècle. Les populations dont nous souhaitons être les meilleurs défenseurs ne nous donneront pas une chance supplémentaire.

Nous sommes à un rendez-vous de l'Histoire, attention à ne pas en sous-estimer l'ampleur.

Jean-François PICAUT
Secrétaire de la section Rennes Sud-Est
Secrétaire du CCV

BULLETIN D'ABONNEMENT

Votre abonnement à l'Unité 35 arrive à échéance ? un bon réflexe : réabonnez-vous...

Bulletin à renvoyer à *l'Unité 35*
45 bis, bd de la Liberté - 35000 RENNES

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

(0,76 €, le numéro - 10 numéros par an).
Chèque à l'ordre de l'Association Départementale de Financement du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine (ADFPS 35).

La fédération du PS d'Ille-&-Vilaine est sur internet

- le PS en Ille-et-Vilaine (organigramme fédéral, les sections, les statuts, un historique).
- Les élus socialistes du département et les résultats électoraux depuis 1958.
- L'actualité (*Unité 35*, communiqués de presse) et l'agenda.
- Les bilans de l'action des socialistes au gouvernement.
- Les propositions du PS et discours fondamentaux.
- Les organismes associés : Union des Elus Socilistes et Républicains et le Mouvement des Jeunes Socialistes.
- Les autres sites internet existants.

http://perso.wanadoo.fr/fede35.parti-socialiste
Email : fede35@parti-socialiste.fr

Un traité social pour sauver l'Europe

Le Non français n'est pas un rejet de l'Europe elle-même mais un rejet de l'Europe néolibérale» affirmait récemment John Monks, Secrétaire général de la CES (Confédération Européenne des Syndicats) dans *Libération.* «Aux yeux des salariés, l'Europe n'est pas apparue comme une réponse au problème du chômage. La mondialisation apparaît toujours comme hors de contrôle. Près de 80% des ouvriers ont dit non. Je respecte la démocratie : la CES sera du côté de la France sur ce sujet».

«Si les Allemands se prononçaient par référendum, je suis sûr qu'ils voteraient non» ajoute Peter Altimaier, député CDU, avant d'affirmer que «pour que la France revote, il faudrait que la question du modèle social soit clarifiée».

En 1991, quand Jacques Delors proposait d'inscrire des critères sociaux dans le Traité de Maastricht, la CDU d'Helmut Kohl s'y opposait. Mais la crise sociale qui ronge l'Allemagne et le vote français au référendum ont fait bouger les lignes : porte-parole de la CDU, Peter Hintze vient d'affirmer «qu'il faut prendre au sérieux le vote français. Les raisons du refus sont économiques et sociales. Pour faciliter un second vote, je me demande s'il n'y a pas moyen d'adopter, en parallèle à la Constitution, une déclaration sur les problèmes sociaux».

Construire une Europe sociale est aujourd'hui une condition fondamentale pour toute avancée vers l'Europe politique. C'est sans doute aussi le meilleur moyen d'éviter une crise économique majeure. C'est quand tous ont un vrai travail et un vrai salaire, quand tous sont assurés d'une bonne retraite et d'une bonne protection sociale que l'économie fonctionne de la façon la plus solide. Pour toutes ces raisons, il nous paraît urgent de doter l'Europe d'un traité social.

Cinq critères pour l'Europe sociale. Le traité de Maastricht comportait cinq critères (déficit inférieur à 3% ; dette inférieure à 60%…). De même, nous proposons cinq objectifs pour l'Europe sociale :

— un emploi pour tous : un taux de chômage inférieur à 5% ;
— une société solidaire : un taux de pauvreté inférieur à 5% ;
— un toit pour chacun : un taux de mal-logés inférieur à 3% ;
— l'égalité des chances : un taux d'illettrisme à l'âge de 10 ans inférieur à 3% ;
— une réelle solidarité avec le Sud : une aide publique au développement supérieure à 1% du PIB.

Des sanctions doivent être prévues pour les Etats qui ne respecteraient pas ces critères sociaux en 2015. A nous d'aller voir comment nos voisins danois sont parvenus à faire tomber l'illettrisme à 3%. A nous d'aller voir en Hollande comment ont été réglés les problèmes de logement ou comment la Suède a fait reculer la pauvreté.

Le traité doit comporter également des garanties fortes en matière de financement des systèmes de sécurité sociale et des services publics. Le traité doit donner un objectif de croissance à la Banque Centrale. Il doit mettre fin au moins-disant que provoque la règle d'unanimité en matière fiscale et permettre le financement du budget européen par un impôt européen (impôt sur les bénéfices ou écotaxes, *cf.* Rocard et Larrouturou, «*Pour un impôt européen*». *Libération* 19/03/2004).

Et qu'on cesse de nous dire que «la Constitution est soumise à la règle d'unanimité» et que nous sommes donc obligés de céder toujours devant les moins ambitieux en matière sociale. C'est faux ! Dans *Le Nouvel Observateur* du 4 décembre 2003, Robert Badinter dénonçait «le carcan»dans lequel on enfermait l'Europe : «de nombreux traités internationaux comportent une clause de révision à la majorité simple ou à la majorité des deux tiers comme la Charte des Nations Unies». Le protocole de Kyoto vient d'entrer en vigueur malgré l'opposition des Etats-Unis. De même, une vraie Constitution européenne et un traité social pourraient vivre sans la Grande-Bretagne (en sachant que la porte lui restera toujours ouverte). En 1946, Churchill affirmait qu'il fallait créer les Etats-Unis d'Europe mais que la Grande-Bretagne en serait le meilleur allié, à l'extérieur…

Dès qu'il a été rendu public, début 2004, notre projet de traité de l'Europe sociale a reçu le soutien de Jacques Delors, Bronislaw Geremek, José Bové, Jean-Jacques Viseur (ancien Ministre des Finances belge, Chrétien social) et Elio di Rupo (Président du PS belge), Antonio Gutteres (ancien Premier Ministre portugais), Robert Goebbels (ancien Ministre des Finances luxembourgeois), Enrique Baron Crespo (ancien Président du groupe socialiste au Parlement européen), Pierro Fassino (Secrétaire des démocrates de gauche italiens), Patrick Pelloux, Alain Trautmann, René Passet, Timothy Radcliffe, Mgr Ricard (Président des Evêques de France), Philippe Guglielmi (ancien Grand maître du Grand Orient) et quelques 200 parlementaires issus de 9 pays de l'Union. Avec des soutiens aussi variés et aussi nombreux, allant de la droite humaniste aux altermondialistes pro-européens, ce projet de traité social (voir le texte sur europesociale.net) peut constituer une bonne base de travail pour reprendre la négociation.

En juin 2001, quand le peuple irlandais a refusé de ratifier le Traité de Nice, les chefs d'Etat ont d'abord affirmé que ce traité était le seul consensus possible, «le meilleur texte depuis le traité de Rome». Six mois plus tard, au sommet de Laeken, ils changeaient d'avis et décidaient de relancer la négociation avec une autre méthode, la Convention. Dans quelques mois, quand sera passé le temps de l'émotion, il faudra relancer la négociation.

Rassembler la gauche. «La famille pro-européenne s'est divisée pour des raisons tactiques entre Européens du Oui et Européens du Non», affirmait Jacques Delors il y a peu. Ce traité, avec toutes ses ambiguïtés, a divisé la famille pro-européenne en deux : il y avait des deux côtés des vrais européens. Il y avait des deux côtés des hommes et des femmes épris de justice sociale. N'inventons pas de nouvelles guerres de religion. Ne laissons pas le PS se diviser. Ne laissons pas l'Europe s'enfoncer dans une crise qui peut être fatale. Ne laissons pas les Anglais décider seuls de l'avenir de l'Union.

L'an dernier, aux élections européennes, le PS a fait le meilleur score de son histoire en reprenant notre projet de traité social. Alors que l'automne s'annonce assez chaud (dans tous les sens du terme), pourquoi ne pas rassembler les socialistes — et l'ensemble de la gauche — en organisant une grande campagne de débat et de pétition en faveur de l'Europe sociale ? Pourquoi ne pas avoir comme objectif de rassembler un million de signatures que nous irons remettre au sommet des chefs d'Etat de décembre 2005 pour exiger un vrai traité social ?

Depuis un siècle, les socialistes ont su se battre pour la démocratie et le progrès social au niveau national. Il faut plus que jamais continuer ce combat au niveau européen.

Pierre Larrouturou,
Membre de la Commission du Projet du PS, porte-parole de Europesociale.net
Franck Pichot,
Membre du Bureau Fédéral

Pour en savoir plus ou pour signer la pétition
www.europesociale.net

L'heure des choix ou le choix des leurres

Militants du Nouveau Parti Socialiste, nous avons soutenu le Non lors du référendum interne et n'avons pas fait campagne, nous soumettant ainsi aux exigences démocratiques de notre parti. C'est cette position qui nous donne les moyens de nous adresser à l'ensemble des militants socialistes sans arrière pensée.

Après le 29 mai et le dernier Conseil National, quelle situation se présente à nous ?

Une perspective qui peut être délétère et inacceptable : l'affrontement de plusieurs blocs, mobilisés par leurs ambitions, et campés sur leurs divergences.

Il y a ceux qui n'ont pas respecté leurs propres engagements, n'ont pas su faire vivre un oui de gauche, ont fait campagne d'abord contre la gauche et les socialistes en injuriant le «non» de gauche, assimilé au non xénophobe et populiste, ce qui est pour nous, une blessure profonde, et qui se refusent aujourd'hui comme hier à entendre les exigences portées par le désastre du 21 avril 2002.

Il y a ceux qui, après avoir demandé le vote militant, ne l'ont pas respecté, et qui proclament aujourd'hui que la gauche a voté non, ce qui est reproduire la même erreur que François Hollande après le référendum interne. Car il y a aussi de très nombreux électeurs de gauche, tout particulièrement socialistes, qui ont voté oui. Ils sont nos camarades, nos amis souvent. On fait quoi ?

Il y a ceux qui ont voté l'élargissement à 25 malgré la parole non tenue de vouloir d'abord approfondir le fonctionnement de l'Union européenne.

Nous ne sommes ni d'un camp ni de l'autre.
Nous restons nous-mêmes.

Nous refusons que l'alternative du congrès soit entre ceux qui ont refusé de respecter le vote des militants et ceux qui refusent de respecter, d'entendre et de faire droit au vote d'une majorité des électeurs de gauche. Cette alternative est mortifère.
Nous croyons que le vote du 29 mai est crucial, que son analyse doit être faite jusqu'au bout. C'est pour le PS une urgence et une nécessité de faire se rejoindre sa base politique et sa base sociale. Non pas pour courir derrière un quelconque électoralisme mais de rechercher la concordance entre l'expression de besoins sociaux et d'un projet de transformation sociale global.

Mais nous ne croyons pas non plus que le référendum sur le traité constitutionnel soit à lui seul l'unique clivage pertinent entre les socialistes et pour la gauche. D'autres questions comme la mondialisation, les défis énergétiques, démographiques et climatiques, la démocratie politique et sociale, le changement de nos institutions, la revalorisation de la place du travail, la redistribution, l'égalité homme-femme doivent être aussi traitées. Sans complaisance, ni tabou.

Et nous savons que ceux qui veulent faire de cette divergence la seule ligne de fracture, qui ne comprennent pas que les deux votes qui ont eu lieu hier, dans le parti et dans le pays, ne sont pas les votes qui doivent avoir lieu demain, sont ceux qui font le jeu de notre division. Et cette division se révélerait alors le plus beau cadeau qui soit à Nicolas Sarkosy.

Nous nous refusons de faire l'impasse sur 2007. Notre pays, nos concitoyens, les salariés du privé comme du public, l'Europe ne peuvent se permettre de «prendre 5 ans» supplémentaires d'une politique de droite. Toutes les protections sociales ont été les unes après les autres détricotées par les assauts répétés des libéraux. Le Code du Travail, le Contrat à durée indéterminée sont aujourd'hui an centre de l'offensive de l'UMP. Notre Contrat social est en péril. L'Education nationale est en crise, les comptes sociaux en déroute, les comptes de la Nation à la dérive. Ce qui faisait l'originalité et la force de notre pays est en train de disparaître. La mise au pas libérale souhaitée par Seillière et Sarkosy est en cours d'exécution. Nous n'avons plus le temps de prendre le temps.

C'est pourquoi le Congrès de novembre prochain ne pourra pas être un Congrès de plus pour rien. Dijon devait remettre la gauche en marche en s'appuyant sur une doctrine, le réformisme de gauche ; une méthode, la rénovation ; pour un objectif unique, un projet de transformation sociale pour 2007 dans l'unité de tous les socialistes. Où en est-on ?

Le réformisme de gauche est resté un slogan publicitaire car qui dans ce parti se proclame révolutionnaire et de droite ? La rénovation, un mot dans les textes, des pratiques déplorables dans les grandes fédérations dignes des années 50 ! Le projet : néant. Quant à l'unité des socialistes, elle est un souvenir, une nostalgie. Elle est entièrement à reconstruire. Et la division est d'abord venue de la motion A, et elle viendra encore d'elle demain. A part le NPS, il faut bien constater la division de tous, et souvent de chacun avec soi-même.

Ce bilan peut paraître sévère. Il est malheureusement seulement sincère.

Et puisque nous n'avons pas toujours eu tort, dans nos analyses (crise institutionnelle, crise démocratique, crise européenne à venir que nous décrivions dans notre texte de Dijon) comme dans nos comportements, puisque nous sommes la première force homogène et unie du Parti socialiste, puisque nous refusons qu'aucun socialiste ne soit notre ennemi, pourquoi faudrait-il que nous nous déterminions par rapport aux autres ?

Nous ne tournons pas en rond, nous ne louvoyons pas, nous ne changeons pas sans cesse de direction, nous ne recherchons pas la collision et l'affrontement, nous ne polluons pas tous nos débats par des querelles prématurées sur la désignation présidentielle.

Nous voulons un congrès du projet. Nous voulons un congrès de la rénovation. Nous voulons un congrès du rassemblement des socialistes, puis de la gauche.

Les militants socialistes, les électeurs socialistes veulent que le parti soit en ordre de marche, que les querelles de personnes cessent, que le parti se dote d'une nouvelle orientation. Ils veulent battre la droite en 2007. Nous le voulons de tout notre cœur de militants.

Nous savons combien notre logiciel politique s'avère timide et inadapté. Nous avons besoin d'un socialisme moderne qui prenne en compte que le monde a changé, que la société française n'est plus la même. Un socialisme qui, pour apporter de nouvelles réponses, commence par poser autrement les questions.

Nous ne choisissons pas notre ligne politique en fonction de notre intérêt particulier.
Le NPS n'est ni un clan, ni une écurie, c'est une démarche proposée à tous les militantes et militants pour transformer le Parti socialiste.

Ce que nous proposons c'est ce qui nous semble être l'intérêt de tous les socialistes, de la gauche et du pays aujourd'hui. Le rassemblement sur une nouvelle orientation qui réponde aux problèmes du temps et aux défis de l'avenir. Qui permette de retrouver l'espoir. Qui remette le pays en mouvement.

Voilà ce que nous proposons à toutes et tous de partager. Ensemble, nous pouvons changer le parti. La porte du changement est à ouvrir. Ouvrons-la ensemble pour qu'ensemble nous fassions gagner la gauche en 2007.

Les militants du NPS 35
Pour nous contacter : nps.35@laposte.net
Emeline Deschamps au 06 77 01 31 39

Unité des socialistes pour répondre à l'espérance du Peuple de gauche

RÉUNION - DÉBAT
MARDI
6 SEPTEMBRE
20 h 30
Local fédéral

Le 29 mai, malgré le rouleau compresseur médiatique mis en oeuvre, le NON l'a emporté en France et l'expression du suffrage universel est sans ambiguïté. Le NON est clairement un vote de gauche et principalement celui des électeurs socialistes. Les gros bataillons du OUI sont constitués par l'électorat de droite.

Les électeurs de gauche, dans leur majorité n'ont pas voté contre l'Europe, mais ont condamné son orientation libérale, ses déficiences sur le plan démocratique et social et sa faiblesse politique. Ils ont aussi condamné *a posteriori* un élargissement réalisé dans la précipitation sans les moyens ni les garanties minima nécessaires. Ils ne supportent plus de voir qualifiées de réformes les régressions économiques et sociales auxquelles les condamne la mondialisation financière. Ils refusent que l'on remette en cause le modèle social européen au nom de la faiblesse de la croissance. Ils veulent une Europe forte, dynamique et protectrice : on ne leur offre que la perspective d'une zone de libre échange invertébrée, livrée au principe de la « concurrence non faussée » c'est-à-dire au dumping économique et social. Ils souhaitent une Europe dynamique et volontariste : on ne leur offre que le spectacle affligeant d'une discussion budgétaire de bazar.

Ce que nous disions, les opinions publiques en ont pris conscience : le libéralisme a montré son incompatibilité avec toute politique sociale. C'est ce que ne nous pardonnent pas ceux qui ont transformé la cause européenne en instrument de libéralisation forcée.

La victoire du NON résonne comme une superbe victoire politique. Nous devons le dire et le répéter. Interdire qu'on dénature ou méprise l'expression du peuple souverain. Notre devoir est d'offrir un débouché à cette victoire. Pour le socialisme, pour la France et l'Europe.

Porter l'espérance du 29 mai en Europe.

La social-démocratie doit relever le défi de la construction d'une Europe politique, démocratique et sociale. Le débat dont les peuples se sont emparés ne doit pas s'arrêter. Il appartient à tous les progressistes de s'en saisir et de le faire vivre et grandir. Pour notre part, nous travaillons à l'élaboration d'un manifeste que nous soumettrons à d'autres socialistes européens désireux comme nous de rénover la social-démocratie.

Porter l'espérance du 29 mai dans le pays.

Nous devons offrir une perspective au formidable élan citoyen du 29 Mai. Il nous faut avoir l'ambition d'y puiser de nouvelles forces. Dans le parti, tout d'abord, il faut que celles et ceux qui manifestent l'intention de nous rejoindre en aient la possibilité. Autour du parti ensuite, en appelant inlassablement au rassemblement de toute la gauche. Condition nécessaire de la victoire, il doit être proposé par une démarche conquérante, dynamique et largement ouverte. Tous les partis et formations qui le souhaitent doivent pouvoir être associés à l'élaboration d'un contrat de législature négocié sur la base de leurs propositions respectives. Tous les citoyens qui se sentent concernés devraient pouvoir être associés démocratiquement, à la sélection de celle ou de celui qui portera les couleurs de la gauche le moment venu.

Unité est le maître mot : unité de la gauche, unité de tous les socialistes contre les libéraux, pour rénover le parti, le replacer au cœur du peuple de gauche.

Isabelle Thomas, membre du Bureau National,
Cyrille Morel, Premier Secrétaire Fédéral Adjoint, **Marie-Anne Chapdelaine, Patrick Leborgne**, membres du Bureau Fédéral.

Porter l'espérance du 29 mai dans notre parti.

Porter les craintes et les espérances du peuple de gauche n'est pas faire preuve de suivisme envers le Suffrage Universel, c'est rester fidèle à notre histoire, imaginer collectivement un avenir conforme à nos valeurs. Défendre l'emploi, les salaires, les conditions de travail, l'insertion sociale par le travail, les systèmes de protection sociale, les services publics, l'égalité, la laïcité, la recherche sans tabous, tout cela constitue notre vocation et notre utilité politique. Nous ne confondons pas le dumping social, organisé par la mondialisation libérale, qui oppose les salariés entre eux pour accroître les profits, avec l'internationalisme, qui est la solidarité des exploités contre le système. Nous refusons que «le modèle social», déjà si malmené, soit le bouc émissaire de l'échec des politiques monétaristes et libérales qui assèchent les fonds publics pour les convertir en profits privés. Ce refus doit nous mener à un affrontement sans concessions avec la droite, qui s'apprête à réinventer le contrat journalier et à casser le droit du travail sans vote à l'Assemblée Nationale.

Installer l'espérance du 29 mai au cœur du projet socialiste.

On veut nous imposer un congrès portes et fenêtres fermées : nous devons répondre à ce défi médiocre en refusant les combinaisons d'appareils et les calculs personnels. C'est dans cet état d'esprit que nous appelons au rassemblement sans exclusive d'une nouvelle majorité progressiste offrant une alternative claire au social-libéralisme qui a de plus en plus de mal à dissimuler sa conversion au libéralisme. C'est ce qu'attend de nous l'électorat de gauche en général et le nôtre en particulier. Nul n'ignore les contraintes de la gestion, cependant elles ne doivent ni justifier l'ambiguïté des objectifs, ni cantonner l'espérance qu'il nous appartient d'incarner. Nous ne pouvons nous contenter d'attendre une alternance qui serait fondée sur la désillusion ou le discrédit de la droite.

Pour un congrès d'espérance, l'unité des différentes minorités socialistes qui ont mené le combat dès l'origine pour le NON (Nouveau Parti Socialiste, Forces Militantes, Nouveau Monde) est nécessaire et dynamisante. Pas d'exclusive, cette unité doit se construire avec tous, au-delà des diverses contributions, pour une motion commune. Le temps nous est compté et il importe de se rencontrer, d'annoncer l'objectif puis de le bâtir d'ici à la date du dépôt de la motion.

Cette tribune est extraite de l'appel à l'unité des socialistes sur le site internet dont vous trouverez le texte intégral sur le site internet www.nonsocialiste.fr

Contact : Cyrille MOREL - 06 25 31 21 28 - cyrille-morel@wanadoo.fr

Une année de CCV (2004 - 2005)

Au moment où chacun pense aux vacances, il n'est pas inutile de jeter un œil sur l'année écoulée pour en faire le bilan.

Le CCV en dehors de sa mission de coordination et d'information joue un rôle dans la formation des militants : c'est cet aspect que je voudrais aborder aujourd'hui.

Notre programme annuel s'est articulé autour de trois grands axes : les rapports de l'économique et du politique, le logement et le centenaire du Parti.

Le samedi 4 décembre, avec Marc Humbert, Economiste, Professeur à l'Université de Rennes 1, Secrétaire exécutif de PEKEA (pour « Political and Ethical Knowledge in Economic Activities », en français : «Construire un Savoir Politique et Ethique sur les Activités Economiques»), nous nous sommes demandé «**Comment remettre le citoyen et la politique au cœur de la décision économique ?**» Cette question, rendue aiguë par la mondialisation, est au cœur du débat politique de ces dernières années. Marc Humbert nous a montré la nécessité de redonner au politique toute sa place dans les débats sur les questions économiques au lieu de s'abandonner aux «inéluctables» lois du marché et de se soumettre aux calculs d'experts autoproclamés. Son exposé, argumenté et illustré d'exemples, s'est surtout appuyé sur l'actuel escamotage du débat concernant la mise en place des modalités de l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services). Il était accompagné d'une charge salutaire contre de prétendues lois économiques.

Conférence d'Edmond Hervé sur Jaurès

La question du logement, chacun le sait, est une des grandes questions de l'heure. La spéculation immobilière est, chaque jour un peu plus, un obstacle pour un nombre croissant de nos concitoyens qui veulent se loger en ville. Pour les plus modestes, la question du logement est le point le plus noir de leur situation. Cette question qui pose les problèmes fondamentaux d'égalité des chances, de solidarité, d'équilibre du territoire comporte aussi des aspects proprement politiques avec les bouleversements sociologiques qui en résultent dans nos communes.

Le CCV a proposé aux adhérents rennais d'aborder le sujet par le biais de l'urbanisme.

Le samedi 12 février 2005, une visite-conférence de l'exposition sur « Rennes du Moyen-Age à nos jours » a été organisée au Centre d'Information sur l'Urbanisme à Rennes. Cette visite, accompagnée par Hubert Chardonnet, Maire-adjoint chargé de l'urbanisme, a permis d'initier une réflexion sur les formes urbaines en liaison avec l'évolution des rapports économiques, sociaux et politiques dans la cité.

Le samedi 5 mars 2005, au Triangle, Boulevard de Yougoslavie à Rennes, les adhérents se sont interrogés sur « la ville qui s'invente aujourd'hui » et sur les défis politiques que cela implique. A partir d'une réflexion historique et d'exemples français et étrangers, notre camarade Jean-Yves Chapuis, Vice-président de Rennes Métropole chargé des formes urbaines, a posé la question du « Comment vivre ensemble ? » L'évolution de la ville compacte, héritée de l'histoire, pour donner naissance aux agglomérations fait que tout le monde devient urbain. Les différences s'estompent entre la campagne et la ville, les modes de vie tendent à s'uniformiser. Aujourd'hui, conséquence de la mobilité, la campagne appartient au paysage urbain. Ce phénomène, s'il n'est pas maîtrisé, comporte le risque de l'entre-soi, de la ville à trois vitesses : les riches habitent le centre de l'agglomération, les couches moyennes sont dans le péri-urbain et les démunis dans les quartiers de l'habitat social. Nous avons étudié ce que fait l'agglomération rennaise pour construire un ensemble urbain solidaire et attractif sur un espace plus vaste que les limites communales. Il s'agit d'un défi dont dépend la cohésion sociale de notre territoire.

Le centenaire du Parti a été célébré le 10 mai 2005 par une conférence d'Edmond Hervé, maire de Rennes et Président de Rennes Métropole, consacrée à Jean Jaurès.

Il me semble important que notre militantisme se nourrisse ainsi de la réflexion de spécialistes et/ou d'élus. « Se doter des outils intellectuels nécessaires à la compréhension du monde est le premier devoir du militant », disait François Mitterrand qui nous en a lui-même donné l'exemple.

Jean-François PICAUT
Secrétaire du Comité-Ville de Rennes

Une partie des participants à la réunion du 10 mai

Regards sur la France «d'en bas»

On a entendu dans ces dernières semaines que les Français seraient des nantis égoïstes. Ce discours est, hélas, contredit par les faits : que l'on adopte les normes européennes ou que l'on se réfère aux enquêtes de l'INSEE, la France est un pays de pauvreté massive qui compte environ 7 millions de pauvres. Très concrètement, cela signifie que 11 à 12 % de la population française vit aujourd'hui avec moins de 650 € par mois. Cet état des lieux date de l'année 2001. Plusieurs signes, comme l'augmentation du nombre de bénéficiaires du R.M.I. , suggèrent que la situation s'est sans doute encore aggravée depuis cette date. Cela ne préoccupe sans doute personne, puisqu'à ce jour, il n'y a toujours aucun système statistique officiel fiable permettant d'appréhender ce phénomène..

Si les statistiques du chômage, affirment qu'il y a aujourd'hui 10,2 % de chômeurs (en catégorie 1, c'est-à-dire immédiatement disponible pour exercer un emploi à temps plein, ce qui exclue, par exemple, les intérimaires). Entre chômage, sous emploi, temps partiel non choisi, emplois précaires, c'est très vraisemblablement entre le quart et le tiers de la population française (soit 15 à 20 millions de personnes !), qui pour une raison ou pour une autre, ont de façon souvent durable, des conditions de vie très difficiles, tant de revenu, que de logement, de santé, de participation à la vie sociale.

Ils sont pauvres et précaires parce qu'ils (et le plus souvent parce qu'elles) ne peuvent obtenir qu'un emploi à temps partiel, souvent mal payé , ou un emploi en CDD court, des missions intérimaires à répétition, ou n'ont pas d'emploi du tout. Le constat que l'on peut faire est que derrière la montée régulière du chômage, typique des gouvernements de droite, c'est la précarité croissante des conditions salariales, toutes tendances politiques confondues qui nourrit la pauvreté (cf. la baisse régulière de la part des salaires dans le P.I.B. depuis 20 ans).

Y a t'il des réponses à cette situation ? Certes, les « minima sociaux » répondent pour partie à l'urgence. A.S.S., R.M.I., Prime pour l'emploi, aide scolaire, etc., sans cela, la situation serait encore pire. Mais ce ne sont que de pauvres réponses pour les pauvres.

La lutte contre la pauvreté réclame une intervention massive de la puissance publique et des politiques publiques (hausse des minima sociaux, création d'emploi, taxe sur le travail à temps partiel, aides pour ceux qui y sont contraints, relèvement du smic, mais aussi moyens d'accompagnement tels par exemple que les moyens de garde des enfants notamment pour les horaires atypiques, etc.)

Ces mesures ne sont pas utopiques. Elles nécessitent une forte volonté politique. Le temps presse, d'autant que depuis 25 ans, la progression du niveau de vie des ménages s'est considérablement ralentie. Les salariés ont été les plus touchés par ce mouvement. Le pouvoir d'achat des salaires a stagné depuis la fin des années 1970 et, depuis 10 ans, les prestations sociales ne parviennent plus à compenser ce mouvement. Pour la majorité des salariés, qui ne peuvent compter que sur les revenus de leur travail, le niveau de vie relatif a considérablement chuté depuis 20 ans. Aujourd'hui, la condition salariale est comparable à ce qu'elle était il y a un demi-siècle.

Tel est le constat réalisé par le C.E.R.C., dans une note très argumentée de mai 2005.

Depuis 1982, le niveau de vie relatif des salariés ou des chômeurs qui n'ont que ces revenus pour vivre (indicateur retenu dans les travaux de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale) a fortement chuté. Cette chute a été très rapide dans la première moitié des années 90. Après une pause à partir de 1997, cette chute a repris en 2002 et 2003. Aujourd'hui la place des salariés ou des chômeurs dans l'échelle des niveaux de vie est comparable à celle qui prévalait au milieu des années 1950.

Cette baisse traduit, en partie, l'amélioration du niveau de vie relatif d'autres catégories de ménages et notamment des retraités. Mais ce rattrapage a cessé depuis la fin des années 1980 et ne peut expliquer la tendance observée depuis.

L'explication majeure réside dans l'envolée des revenus du patrimoine dont le pouvoir d'achat a été multiplié par 2,6 depuis 1988 (+ 160 %), soit bien plus que la masse totale du revenu disponible des ménages (+ 35 %). Tous les salariés n'ont donc pas été logés à la même enseigne.

Ceux qui disposent d'un patrimoine ont pu amortir, dans une certaine mesure, la modération salariale. En 2003, ces revenus du patrimoine représentaient, en moyenne, 3300 € par ménage et par an. A l'opposé, pour ceux qui sont venus grossir les rangs des salariés à bas salaire ou qui n'ont que les ressources de leur travail, ces évolutions moyennes ont pesé plus lourdement sur leurs conditions de vie.

Tout en bas de l'échelle des niveaux de vie, les chômeurs et les allocataires de minima sociaux restent les grands oubliés de la croissance. Alors qu'en 1988, le niveau de vie moyen des ménages représentait 3,8 fois celui des allocataires de minima sociaux, cet écart est passé en 2003 à 4,2.

Les récentes revendications salariales ne sont donc pas le fruit d'une illusion d'optique liée à l'annonce de profits boursiers record.

La stagnation des salaires pose à l'évidence une question sociale. Mais aussi un problème économique. Le simple maintien du pouvoir d'achat, présenté aujourd'hui comme une norme possible d'évolution des salaires, n'a en effet guère de fondements économiques. L'application de cette norme aboutirait à un affaiblissement continu des salaires, dans la continuité du mouvement engagé depuis 25 ans. Ce serait alors le principal moteur de la consommation et de l'emploi qui s'évanouirait. Un partage plus équilibré des fruits de la croissance et des gains de productivité est le seul moyen d'éviter l'enfermement dans ce cercle récessif.

Face à ce défi, il faut admettre que l'économie de marché dans laquelle évolue notre pays a été incapable de garantir au cours de ces 25 dernières année une croissance équilibrée. Le chômage et le sous-emploi n'ont jamais été aussi élevés tandis que les salaires ont durablement décroché de la croissance économique. Les politiques mises en œuvre ont accompagné et, parfois, favorisé ce mouvement en renforçant le poids des mécanismes de marché dans la régulation économique et sociale. Cette fuite en avant montre aujourd'hui clairement ses limites. La mise en place de nouvelles régulations apparaît plus urgente que jamais.

Vincent BAUDOIN,
Membre de la Commission Fédérale Entreprises

Résultats du référendum du 29 mai 2005 dans les cantons d'Ille-et-Vilaine

CANTON	TAUX DE PARTICIPATION	POURCENTAGE DU OUI
CIRCONSCRIPTION RENNES SUD :		
Rennes Bréquigny	68,15%	51,07%
Rennes Centre Sud	72,48%	59,98%
Rennes Le Blosne	65,95%	47,74%
Rennes Sud Est	77,03%	58,13%
Chantepie & Vern	73,60%	55,00%
St-Jacques & Vezin	75,04%	55,82%
Rennes Sud Ouest	70,48%	61,20%
Total RENNES SUD	**71,84%**	**55,59%**
CIRCONSCRIPTION RENNES NORD :		
Betton	78,24%	65,08%
Rennes Centre	73,11%	70,90%
Combourg	73,34%	45,67%
Hédé	77,83%	49,92%
Rennes Nord	73,54%	63,88%
Rennes Nord Est	69,44%	59,61%
St Aubin d'Aubigné	74,02%	50,31%
Tinténiac	75,20%	45,70%
Total RENNES NORD	**74,54%**	**57,44%**
CIRCONSCRIPTION MONTFORT :		
Bécherel	75,06%	48,84%
Rennes Centre Ouest	71,85%	62,12%
Montauban de Bretagne	72,73%	49,34%
Montfort sur Meu	75,11%	48,93%
Mordelles	76,76%	55,43%
Rennes Nord Ouest	65,14%	48,41%
Pacé Gévezé Parthenay	79,26%	60,85%
St-Meen le Grand	73,39%	49,12%
Total MONTFORT	**74,32%**	**53,48%**
CIRCONSCRIPTION REDON :		
Bain de Bretagne	72,20%	42,50%
Bruz	73,77%	54,67%
Grand Fougeray	73,00%	45,63%
Guichen	73,87%	46,22%
Le Sel de Bretagne	73,42%	39,52%
Maure de Bretagne	72,36%	45,42%
Pipriac	70,36%	43,90%
Plélan le Grand	74,44%	48,21%
Redon	69,28%	48,72%
Total REDON	**72,68%**	**48,04%**

CANTON	TAUX DE PARTICIPATION	POURCENTAGE DU OUI
CIRCONSCRIPTION VITRÉ :		
Argentré du Plessis	74,33%	56,47%
Cesson-Sévigné	77,05%	66,31%
Chateaubourg	73,71%	54,93%
Chateaugiron	75,75%	55,03%
Rennes Est	72,33%	62,93%
Janzé	74,95%	52,04%
La Guerche de Bretagne	70,91%	57,84%
Retiers	70,10%	52,22%
Vitré Est	73,90%	54,34%
Vitré Ouest	77,83%	54,44%
Vitré ville	71,21%	62,67%
Total VITRÉ	**74,08%**	**57,84%**
CIRCONSCRIPTION FOUGÈRES :		
Antrain	71,89%	46,10%
Fougères Nord	77,91%	56,96%
Fougères Sud	74,50%	56,16%
Fougères ville	66,52%	53,48%
Liffré	77,01%	55,85%
Louvigné du Désert	70,70%	51,25%
St Aubin du Cormier	72,06%	48,50%
St Brice en Coglès	75,81%	51,08%
Total FOUGÈRES	**73,08%**	**53,14%**
CIRCONSCRIPTION SAINT-MALO :		
Cancale	72,36%	48,69%
Chateauneuf	74,66%	42,72%
Dinard	73,65%	54,48%
Dol de Bretagne	73,03%	45,09%
Pleine Fougères	73,44%	39,55%
La Gouesnière St Jouan	74,46%	46,21%
Saint-Malo ville	67,92%	56,15%
Total SAINT-MALO	**71,30%**	**51,03%**
TOTAL DÉPARTEMENT	**73,17%**	**53,81%**

Commission paritaire : 0505 P 10160 - **Dépôt légal :** N° 590 - Parti Socialiste, 45 bis, boulevard de la Liberté - 35000 RENNES
Directeur de la publication : Frédéric BOURCIER - **Responsable de la Rédaction :** Emeline DESCHAMPS - **Comité de lecture :** le Bureau Fédéral - Imprimerie Fédérale du Parti Socialiste d'Ille-et-Vilaine